



## PROGRAMME

# LA RÉPONSE JUDICIAIRE AU TERRORISME AU REGARD DE LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UE

Conférence finale - Paris - 12 et 13 avril 2018

Salle Victor Hugo - Immeuble Jacques Chaban Delmas - 7<sup>e</sup> arrondissement



Avec l'appui financier du programme  
Justice pénale de l'Union européenne

# 12 AVRIL

8:30 **Accueil et enregistrement des participants**

9:30 **Ouverture**

Didier PARIS, député de la Côte d'Or, France  
Olivier LEURENT, directeur de l'École nationale de la magistrature (ENM), France  
Cyril ROTH, conseiller référendaire à la Cour de cassation, France

10:00 **Synthèse scientifique des séminaires thématiques du projet européen**

Antoine MÉGIE, maître de conférences à l'université de Rouen, France

## I. TERRORISME ET DROITS FONDAMENTAUX : UN CADRE JURIDIQUE ÉVOLUTIF

10:30 **La directive européenne du 15 mars 2017 au regard de la Charte des droits fondamentaux de l'UE**

Pauline DUBARRY, conseillère justice à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, France

11:00 *Pause-café*

11:15 **Regards croisés sur le contrôle de la législation antiterroriste**

Max HILL, Queen's Counsel, contrôleur indépendant de la législation antiterroriste, Royaume-Uni  
François SUREAU, avocat, France

12:15 **Échanges**

12:30 *Déjeuner*

14:00 **La Cour européenne des droits de l'homme et le terrorisme : réaffirmer les principes fondamentaux**

Françoise TULKENS, juge honoraire de la Cour européenne des droits de l'homme, Belgique

14:45 **Échanges**

## II. TERRORISME ET DROITS FONDAMENTAUX : DU THÉÂTRE D'OPÉRATION AU TERRITOIRE EUROPÉEN

15:00 **Principe de proportionnalité et gestion judiciaire du retour des combattants terroristes étrangers : la vision du Conseil de l'Europe**

Kristian BARTHOLIN, directeur adjoint de la division contre-terrorisme, Conseil de l'Europe  
Avril CALDER, présidente de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille (AIMJF)  
Sarah WILLIAMS, avocate, Royaume-Uni

16:00 **Échanges**

16:15 *Pause-café*

16:30 **Le droit à un procès équitable peut-il être garanti sur les théâtres d'opérations ?**

Berta BERNARDO MENDEZ, juge d'instruction antiterroriste, Belgique  
William BOURDON, avocat à la Cour, France

17:15 **Échanges**

17:30 *Fin de la journée 1*

# 13 AVRIL

8:30 **Accueil des participants**

## III. TERRORISME, SOCIÉTÉ DU RISQUE ET DROITS FONDAMENTAUX : LES DÉFIS POSÉS PAR LA GESTION DE LA DANGÉROSITÉ

9:30 **Table ronde : politique pénale en matière de lutte contre le terrorisme et gestion de la dangerosité**

Jesùs ALONSO, procureur en chef de l'Audience nationale, Espagne  
Federico CAFIERO DE RAHO, procureur national, Italie  
François MOLINS, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, France  
Frédéric VAN LEEUW, procureur fédéral, Belgique  
Frédéric BAAB, membre national français, Eurojust

Modérateur : Anne KOSTOMAROFF, directrice générale de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC), France

12:30 *Déjeuner*

14:00 **La gestion de la dangerosité à l'issue de l'exécution de la peine, quelles atteintes aux libertés fondamentales ?**

François CORDIER, premier avocat général, Cour de cassation, France  
Fernando GRANDE-MARLASKA GÓMEZ, membre du Conseil général du pouvoir judiciaire, Espagne  
Farhad KHOSROSKHAVAR, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences-sociales, France

15:15 **Échanges**

15:30 *Pause-café*

15:45 **Justice et contrat social face au terrorisme**

Antoine GARAPON, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice, France  
Stephen HOLMES, professeur de droit à l'Université de New-York, États-Unis

16:30 **Clôture et remerciements**

Magdalena HÄGG BERGVALL, directrice de l'Académie de formation judiciaire, Suède  
Olivier LEURENT, directeur de l'École nationale de la magistrature (ENM), France  
Raf VAN RANSBEECK, directeur de l'Institut de formation judiciaire IFJ/IGO, Belgique

17:00 *Fin de la journée 2*



École nationale de la magistrature  
8, rue Chanoinesse  
75004 Paris - France  
00 33 (0)1 44 41 88 20  
[www.enm.justice.fr](http://www.enm.justice.fr)

